

Il ne passera pas comme une lettre à la poste

Disparition de nombreux offices encore, suppression du courrier A, distribution du courrier B trois fois par semaine, fin de la distribution des journaux dans les villages: telle est la vision de La Poste en 2030 que propose un groupe d'experts mandaté par la Confédération pour se pencher sur la notion de service postal universel. Présenté hier, son rapport a au moins le mérite de susciter de vives réactions.

Présidente de ce groupe d'experts, l'ex-élue fédérale PLR Christine Egerszegi constate: «Les temps changent. Dans nos boîtes aux lettres, nous trouvons toujours moins de courrier. Les nouvelles urgentes nous parviennent par messagerie ou par courriel. On paie ses factures en restant confortablement installé chez soi et on se rend de plus en plus rarement

au bureau de poste.» Et l'Argovienne d'oser la comparaison avec les cabines téléphoniques qui ont disparu des paysages.

Selon le rapport, l'avenir de La Poste se conjugue avec la distribution des colis, en plein boom, grâce aux achats en ligne et au trafic de paiements numériques. Et sans de grosses réformes, non seulement les dividendes que La Poste verse à la Confédération vont continuer à fondre – ils sont déjà passés de 200 à 50 millions de francs par an –, mais il va falloir songer rapidement à un subventionnement fédéral du service universel. D'où la cure d'amaigrissement proposée.

Celle-ci apparaît tout de même assez brutale. Et les réactions sont pour le moins courroucées. Les syndicats hurlent au démantèlement. Selon Syndicom, «La Poste suisse, au-

jourd'hui la meilleure du monde, deviendrait une poste B». Quant à l'Union syndicale suisse, elle qualifie de «complètement insensée» l'idée de supprimer le courrier A.

La Poste use, elle, de termes plus diplomatiques pour «saluer la tenue d'une vaste discussion» et elle promet d'examiner plus en détail les propositions. Mais dans son communiqué, elle ajoute aussitôt que «renoncer au courrier A ne constitue pas une option», d'autant plus que celui-ci est rentable. Pas question non plus pour La Poste de renoncer à la distribution des journaux, quand bien même celle-ci «engendre des pertes significatives».

Le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) affiche également son courroux. «Ce nouveau démantèle-

ment proposé est un affront pour les régions périphériques», vitupère sa présidente Christine Bulliard-Marbach. Ce rapport va dans le sens contraire de l'action du SAB: «Nous nous battons pour maintenir les gens à la montagne et y développer des infrastructures innovantes», souligne la Fribourgeoise.

Au vu de toutes ces réactions, ce rapport ne passera pas comme une lettre à la poste. Certes, le géant jaune doit s'adapter aux défis de la numérisation et s'y attelle déjà. Mais la définition du service postal universel n'est certainement pas une affaire à réserver à un groupe d'experts. En tant qu'usagers, nous sommes tous des experts dans ce domaine. C'est un large débat public que mérite cette question. »